À LA DEUXIÈME SEMAINE DU RAMADAN

La flambée des prix se poursuit

Le marché des fruits et légumes ne connaît toujours pas de baisse de la «température». Pis, dans différents marchés de la capitale, la mercuriale poursuit son envol .

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le consommateur, qui s'attendait à une éventuelle baisse des prix à la deuxième semaine du mois de Ramadan, est déçu.

Sur les étals des marchés de la capitale, les prix affichés au premier jour de ce mois poursuivent la même tendance si ce n'est plus.

C'est le cas de la pomme de terre, entre autres.

Cédée à 50 DA/kg, elle affichait hier au marché de Belouizdad le prix de 60 DA/kg.

Il a fallu une intervention des services de l'Etat pour amorcer un contrôle des prix. Mais l'intervention du président de la République ne semble pas avoir eu un impact sur la situation. Visiblement, le ministre du Commerce n'arrive toujours pas à réguler le marché des produits alimentaires, malgré son tête-à-tête avec le président, qui n'avait, semble-t-il, rien d'un rendez-vous galant.

Bouteflika n'a manifestement pas épargné ce dernier et lui a clairement signifié qu'il devait régler la situation. «J'entends qu'aucune règle de liberté du commerce ne soit invoquée à l'avenir pour justifier la limitation des capacités de l'Etat à imposer des pratiques commerciales loyales et à réprimer les spéculations qui nuisent aux citoyens», a dit le président.

Sur le terrain, les contrôleurs du ministère du Commerce ne semblent pas avoir un pouvoir pour limiter les prix. Malgré leur présence hier au marché de Belouizdad, la laitue et la carotte affichent toujours 80 DA/kg.

En dehors des pourparlers politiques et des promesses qui ne se concrétisent toujours pas, les Algériens continuent à payer cher leurs produits alimentaires.

Même si certains produits ont affiché un semblant de baisse. A l'exemple du prix de la tomate qui est passée de 80 DA/kg à 50-60 DA/kg, selon la qualité. Quant aux viandes rouges et blanches, elles sont toujours hors de portée des bourses moyennes.

«Chaque jour, je me dis que les prix baisseront. Mais malheureusement, malgré les promesses de baisse des prix à la deuxième semaine du mois sacré, rien n'a changé», dira une dame.

Pour les commerçants, le mois de Ramadan est la période propice pour des gains substantiels. Ils ne veulent pas prendre la responsabilité de cette hausse des prix.

Pour eux, tant que le marché de gros vend cher, le consommateur achètera cher. Il semblerait que le même prétexte sera opposé tout au long de ce mois.

S. A.

APRÈS L'AUDITION DES MINISTRES

Le remaniement gouvernemental en point de mire ?

Au-delà de la perpétuation d'un rituel, le président Bouteflika raisonne-t-il de sanctionner les tests d'évaluation qu'il fait subir à ses ministres ce Ramadan durant par quelques décisions majeures ? Quel sort en somme réserverait-il aux recalés d'entre les ministres ?

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - A ce stade de passage devant l'examinateur, certains ministres devraient avoir déjà entendu sonner le glas.

A l'instar de El-Hachemi Djaâboub qui a essuyé le gros de l'ire présidentielle.

Tancé comme il l'était par Bouteflika qui lui a reproché de lui débiter à chaque examen la même histoire, le ministre du Commerce ne devrait logiquement pas survivre à un lifting du gouvernement. Tout comme d'autres ministres qui, même s'ils n'ont pas été autant secoués que Djaâboub, ont la performance piètre également.

Mais est-il dans l'intention du président Bouteflika de procéder à un remaniement gouvernemental ?

Dans le microcosme politique algérois, il se susurre que le locataire du palais d'El-Mouradia envisagerait bien de revoir la composante de son Exécutif dès après le Ramadan.

A la rentrée sociale, le président Bouteflika, s'entend-on expliquer, jugerait arriver à terme le temps de grâce accordé au gouvernement Ouyahia, reconduit dans sa quasi- intégralité après l'élection présidentielle d'avril dernier. D'autant qu'il ne semble pas hautement satisfait des bilans sectoriels que lui ont présentés les ministres reçus en audience depuis le début du Ramadan. En témoigne à la fois les critiques qu'il a servies aux uns et les recommandations qu'il a formulées aux autres.

Tenu plus que jamais par l'obligation de résultat ce troisième mandat durant, le président Bouteflika, qui compte investir la mirobolante enveloppe de 150 milliards de dollars, voire plus, n'aurait, analyse-t-on, d'autre alternative que de reconfigurer son exécutif.

Cependant, on ne s'avance pas trop sur l'étendue du remaniement.

Il est qui croient savoir que la reconfiguration sera intégrale, c'est-à-dire qu'elle concernera y compris le Premier ministère.

D'autres estiment qu'il s'agira d'un léger lifting où les portefeuilles prépondérants garderont leurs titulaires. Mais comme il n'est pas toujours aisé de lire dans les intentions présidentielles, ces murmures se gardent bien d'oser une quelconque affirmation.

Des murmures qui donnent, par exemple, un Saïd Barkat, rattrapé par le scandale, comme préparant déjà ses valises.

D'être un proche du président ne lui sera, dit-on, d'aucun secours cette fois-ci. Pour les ministres partisans, Bouteflika a le loisir d'en nommer et d'en dégommer à loisir.

Les trois partis de l'Alliance présidentielle qui participent au gouvernement laissent au président la plénitude de choisir parmi les listes de ministrables qu'ils lui soumettent à l'approche des remaniements. Cette façon d'agir du président, révélée par le président du MSP, ancien ministre d'Etat, au tout début de l'été, le libère de la contrainte de négociation préalable aux nominations ministérielles.

Autrement dit, ce ne sont pas les partis qui jugent les ministres issus de leurs rangs mais le président de la république. Aussi, pour le remaniement susurré, Bouteflika ne risque pas de buter sur des barricades partisanes.

S. A. I.

Communiqué du PLD

L'Algérie se trouve dans une interminable transition économique depuis les réformes de 1988. Cette transition n'est ni une économie planifiée dite «socialiste», ni une «économie de marché». L'absence de stratégie et de vision à long terme du système actuel empêche notre pays de s'adapter aux nouvelles exigences mondiales de développement.

Pour mieux comprendre ce qui se passe sur le pan économique, en Algérie et dans le monde, la Parti pour la laïcité et la démocratie (PLD), organise le lundi 31 août 2009 à 22h au siège de Ben-M'hidi, une rencontre-débat avec l'universitaire Mustapha Mekidèche. L'intitulé de la conférence : «L'Algérie face à la crise économique mondiale».

Les militant(e)s, sympathisant(e)s et ami(e)s du PLD ainsi que les journalistes sont invités à participer à cette rencontre.

Alger, le 29 août 2009

P/le bureau national provisoire du Parti pour la laïcité et la démocratie (PLD)

LE COUFFIN DE LA MÉNAGÈRE PENDANT LA 2e SEMAINE DU RAMADHAN

Produit	Unité de mesure	Prix détail
Pomme de terre	1 kilo	60 DA
Navet	1 kilo	90 DA
Tomate fraîche	1 kilo	Entre 50 et 60 DA
Oignons	1 kilo	40 DA
Salade verte	1 kilo	80 DA
Poivrons	1 kilo	Entre 70 et 80 DA
Carotte	1 kilo	Entre 60 et 70 DA
Courgette	1 kilo	Entre 40 et 50 DA
Ail	1 kilo	300 DA
L'agneau	1 kilo	900 DA
Bœuf avec os et sans os	1 kilo	750 DA 900 DA
Pouletcoupé Poulet entier	1 kilo 1 kilo	Entre 380 et 420 DA entre 270 et 280 DA
Frik	1 kilo	200 DA
Riz étuvé	1 kilo	90 DA
Huile	5 litres	550 DA
Dioul	1 douzaine	entre 40 et 50 DA
Oeuf	unité	10 DA
Pois chiche	1 kilo	120 DA
H'chich	1 bouquet	10 DA
Sucre	1 kilo	75 DA
Dattes	1 kilo	Entre 160 et 280 DA
Melon	1 kilo	40 DA
Olives noires	1 kilo	220 DA
Olives vertes	1 kilo	entre 240 et 260 DA
Citron	1 kilo	400 DA